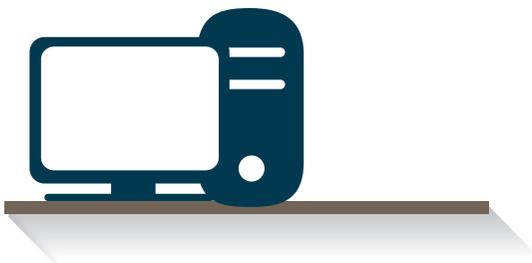


Bio, local, équitable

Comment choisir sa consommation durable ?

ANALYSE





Toutes nos publications sont disponibles gratuitement :

- En **téléchargement**, depuis l'adresse internet de notre ASBL :

www.cpcp.be/etudes-et-prospectives

- En **version papier**, vous pouvez les consulter dans notre Centre d'Archives et de Documentation situé :

Rue des Deux Églises, 41 - 1000 Bruxelles

T : 02/238 01 69 - M : archives@cpcp.be





INTRODUCTION

L'environnement est devenu une priorité dans notre société actuelle. Un des enjeux primordiaux actuels est en effet de maintenir la planète à flot afin d'éviter les catastrophes naturelles qui nous guettent. Pour cela, de nombreuses assemblées mondiales dirigées par l'ONU – notamment les très médiatiques conférences des parties (COP)¹ – ont lieu afin de prendre des décisions nécessaires pour diminuer le réchauffement climatique.

En parallèle à ces démarches officielles, des citoyens anonymes ont décidé de lancer des mouvements dans l'optique que chacun puisse s'engager pour la planète parce que la responsabilité de notre futur n'est pas le seul apanage des décideurs politiques mais celui de chacun et chacune. En effet, tout le monde à son échelle, en fonction de ses moyens, peut faire un pas vers une planète plus respectueuse de l'environnement et de l'autre.

Ces actions s'inscrivent dans l'idée de développement durable compris comme « la satisfaction des besoins d'aujourd'hui sans hypothéquer l'avenir des générations futures »² qui s'est développée durant la conférence de Stockholm en 1972³ et a pris forme grâce au rapport Brundtland en 1987.⁴

¹ Pour plus d'informations au sujet de la dernière COP, lire E. ROME, *COP 21-Quels enjeux ?*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2015, <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/col-lection-au-quotidien/cop-21-quels-enjeux>.

² B. MORVAN, « Le développement durable : une utopie politiquement correcte », *Quaderni*, 41, n° spécial « Utopie II : les territoires de l'utopie », 2000. p.93

³ La conférence de Stockholm est la première rencontre internationale qui a mis la question de l'environnement sur le devant de la scène, cette thématique étant relayée aux préoccupations de nantis auparavant pour les pays en voie de développement. B. MORVAN, *op. cit.*

⁴ Le rapport Brundtland est le résultat de la commission mondiale sur l'environnement et le développement qui a eu lieu en 1987. L'objectif de cette commission était de montrer qu'aussi bien les pays du sud que du nord portaient atteinte à l'environnement via leur développement mais que chacun devait arriver à un développement garantissant des conditions de vie décente. C'est ainsi que la notion de développement durable (sustainable development) est née. B. MORVAN, *op. cit.*

La consommation durable s'inscrit dans ce projet global de développement durable. En effet, la société actuelle est axée vers une logique de surconsommation qui entraîne son lot de conséquences peu souhaitables pour l'environnement. Du coup, pourquoi ne pas évoluer vers une autre consommation ?

Aujourd'hui, vu l'ampleur de la prise de conscience, il est devenu plus aisé d'opérer un changement à son rythme et de trouver sa nouvelle logique de consommation. De nombreuses alternatives existent aussi bien au niveau local que dans les supermarchés. Toutefois, il est parfois difficile de s'y retrouver parmi toutes les propositions qui peuvent parfois n'être que des faux-semblants.

I. C'EST QUOI LA CONSOMMATION DURABLE ?

La notion de consommation durable a été abordée pour la première fois lors du sommet mondial de Rio en 1992. Une définition a été posée : la consommation durable « réfère à des modes de consommation où l'utilisation de produits et de services satisfait les besoins de base des individus et procure une meilleure qualité de vie, tout en minimisant les impacts sur l'environnement afin de ne pas compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs besoins (UNEP, 2002) »⁵.

Dans cette définition, il ressort un lien presque évident entre consommation durable et développement durable. En effet, cette consommation s'inscrit comme un acte citoyen posé pour le futur de sa communauté mais également pour le reste du monde. Elle s'inscrit comme une réaction contre la société de consommation. La consommation durable est donc tout simplement une consommation raisonnée qui va à l'encontre de l'hyperconsommation de biens et services.

« Cette consommation s'inscrit comme un acte citoyen posé pour le futur de sa communauté mais également pour le reste du monde. »

Il existe un modèle de compréhension de la consommation responsable chez les particuliers qui retient les éléments suivants :

- « Abstention et/ou réduction : s'abstenir de consommer ou consommer moins ;
- Attitude : percevoir la consommation au-delà de ses besoins de base de manière plutôt négative ;
- Advertance : s'informer et choisir les produits consommés sur la base de leurs qualités *écologiques larges* ;
- Alternative : identifier des alternatives individuelles et communautaires à la consommation traditionnelle (par exemple, les réseaux d'échange de produits et services). »⁶

⁵ A. MARCHAND, P. DE CONINCK, S. WALKER, « La consommation responsable : perspectives nouvelles dans les domaines de la conception de produits », *Nouvelles pratiques sociales*, XVIII, 1, 2005, p. 43.

⁶ *Ibidem*, p. 44-45.

De manière générale, il s'agit donc d'avoir une réflexion environnementale, éthique et de santé sur sa consommation et donc de se tourner vers des produits qui rentrent dans ces logiques.

II. BIO, LOCAL ET ÉQUITABLE ?

Consommer durable c'est donc faire attention à trois critères principaux : l'environnement, l'éthique et la santé.⁷

Au niveau de l'environnement, il est donc conseillé, dans un premier temps, de se tourner vers des produits issus de l'agriculture biologique, que ce soit pour l'alimentation mais aussi pour les produits de soin (cosmétique, savon,

shampoing, etc.). L'agriculture biologique va suivre dans ses pratiques un cahier de charge assez précis et respectueux des équilibres naturels : elle exclura donc les produits chimiques, les OGM et limitera l'emploi de pesticides.⁸ C'est ainsi que les produits écologiques/biologiques seront donc généralement meilleurs pour la santé.

“ C'est ainsi que les produits écologiques/biologiques seront donc généralement meilleurs pour la santé. ”

” Consommer local et de saison est également un comportement durable : manger une aubergine bio en plein hiver n'est pas la meilleure option pour préserver l'environnement. En effet, la quantité d'énergie fossile dépensée pour ce légume, soit pour les kilomètres qu'il a parcourus soit pour chauffer la serre dans laquelle il a poussé, est supérieure aux bienfaits de son caractère bio.

⁷ « L'alimentation durable », *Ecoconso.be*, Fiche conseil n°152, 6 octobre 2015, <http://www.ecoconso.be/fr/L-alimentation-durable%2C483>.

⁸ « Manger bio, local ou équitable ? », *Ecoconso.be*, Fiche conseil n°157, 30 septembre 2015, <http://www.ecoconso.be/fr/Manger-bio-ou-local-ou-equitable>.

L'alimentation locale *idéale* serait celle issue du concept de « circuit court »⁹ c'est-à-dire du « mode de commercialisation dans lequel au maximum un intermédiaire intervient entre le producteur et le consommateur »¹⁰. C'est ainsi que de nombreuses actions favorisant le circuit court, soit citoyennes soit issues des producteurs, ont vu le jour pour faciliter la consommation des produits locaux.

Ces projets s'inscrivent autant dans l'entrepreneuriat social que dans le vivre ensemble. L'alimentation durable est également, dans cette perspective, un facteur de cohésion sociale. La plupart de ces organisations tentent de garder des prix abordables afin qu'un maximum d'individus puissent y avoir accès. À titre d'exemple, on parlera de Groupe d'Achat en Commun (GAC), de Groupe d'Achat solitaire de l'Agriculture paysanne (GASAP), de coopérative alimentaire¹¹, de potager collectif (aussi bien en zone rurale qu'urbaine).¹²

Définition

« Un **Groupe d'Achat en Commun** est un groupe de personnes qui se mettent ensemble afin d'acheter leurs produits, souvent des fruits et légumes, directement chez des producteurs locaux. En diminuant les intermédiaires, la consommation se fait plus respectueuse de l'environnement et plus solidaire car elle assure un meilleur revenu à l'agriculteur. C'est aussi l'occasion de tisser des liens avec les personnes de sa région ! »¹³

⁹ Pour plus d'informations sur les circuits courts, consulter S. DETHIER, *Les circuits courts, une solution d'avenir ?*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2013, <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/circuits-courts>.

¹⁰ SPW, portail de l'agriculture wallonne, http://agriculture.wallonie.be/apps/spip_wolwin/article.php3?id_article=355, consulté le 4 avril 2016.

¹¹ Pour en savoir plus sur un exemple de coopérative alimentaire, lire N. BERGER, *L'entrepreneuriat social : quand l'action se passe de discours*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2015, <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/l-entrepreneuriat-social-quand-l-action-se-passe-de-discours>

¹² Pour plus d'informations sur les GASAP et l'agriculture urbaine, lire N. DUFAYS, *L'agriculture urbaine : simple quête de sens ou réponse aux crises actuelles*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2014, <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/agriculture-urbaine>

¹³ RCR, Réseau de Consommateurs Responsables, <http://www.asblrcr.be/gac>, consulté le 1^{er} avril 2016.

Consommer durable, c'est également diminuer sa consommation de viande¹⁴ ou même plus directement cesser d'en consommer. En effet, la production de viande nécessite un fort apport de céréales pour nourrir l'animal et donc génère énormément de CO₂. Les protéines de la viande peuvent être assimilées par la consommation d'œufs, de fromage, de protéines végétales (soja ou légumineuses) ou de poisson. Mais, il est préférable de tout de même faire attention à sa consommation de poisson. La majorité du poisson que l'on retrouve dans nos assiettes est encore pêché de manière non durable.¹⁵ L'idéal est donc de se tourner vers du poisson bio.

Une attention doit aussi être portée à l'emballage : un produit respectueux de l'environnement pourra être acheté en vrac ou dans un emballage recyclable, réutilisable pour limiter les déchets. De plus, un des buts de l'alimentation durable est également d'éviter le plus possible le gaspillage alimentaire¹⁶ par une meilleure réflexion d'achat.

Le produit équitable, quant à lui, est dans la plupart des cas issu d'une filière de commerce équitable.

Définition

« **Le Commerce équitable** est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud. »¹⁷

¹⁴ Pour plus d'informations sur la consommation de viande consulter, lire J. MILQUET, *Trop de viande dans nos assiettes : quelles conséquences ?*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2011, <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/trop-de-viande-dans-nos-assiettes-quelles-consequences>.

¹⁵ La majorité du poisson consommé est encore issu de la pêche c'est-à-dire d'un prélèvement direct dans la nature considéré comme une pratique non-durable. « L'alimentation durable », *op. cit.*, <http://www.ecoconso.be/fr/L-alimentation-durable%2C483>

¹⁶ Pour plus d'informations sur le gaspillage alimentaire, consulter G. COURTOIS, *Le gaspillage alimentaire. À la poubelle !*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2014, <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/gaspillage-alimentaire>

¹⁷ CTB, Trade for Development. <http://www.befair.be/fr/content/definition-0>

Ce produit aura donc théoriquement un impact social positif en privilégiant un meilleur revenu aux petits producteurs et sera aussi généralement issu d'une agriculture durable. C'est d'ailleurs grâce à sa caractéristique sociale que le commerce équitable est considéré comme éthique.

Le produit durable par excellence serait donc un produit local, bio et de saison issu du commerce équitable et peu emballé (ou en vrac). Ce type de produit n'existe pas ou peu. C'est donc à chacun, en fonction de ses préférences et d'un peu de bon sens, d'établir ce qui est préférable pour sa consommation.

III. DU LABEL EN VEUX-TU, EN VOILÀ !

L'idéal est donc dans un premier temps de cibler la catégorie la plus durable en fonction du produit désiré. Par exemple : pour les légumes, il vaut mieux se tourner vers ceux de saison et bio, pour les produits plus *exotiques* (thé, café, banane, etc.) les équitables, etc. Comme ce type de consommation est de plus en plus plébiscité, il est facile de trouver dans la grande distribution de nombreux produits labellisés *écologiques*, *biologiques* ou certifiés *équitables*. Attention tout de même à ne pas tomber dans certains pièges des experts marketing et des détournements de labels d'autres catégories (halal, kasher, etc.). Ils seront abordés dans la suite de cet article.

1. Les labels environnementaux

Les étiquetages environnementaux peuvent être classés en trois types :

- les labels officiels, nationaux ou supranationaux (A) ;
- les auto-déclarations environnementales (B) ;
- les éco-profilés (C).

Ces trois types dépendent chacun de la norme européenne ISO 14000 et de ses dérivés.¹⁸

La famille ISO 14000

L'Organisation internationale de Normalisation ou ISO (International Standard Organization) a mis en place en 1993 le comité technique chargé d'organiser les normes d'éco-étiquetage pour unifier les nombreuses mentions apparues depuis les années 1980. Les normes ISO sont des indicateurs d'exigences par rapport à la fiabilité environnementale du produit.¹⁹

Cet échelonnage entre les labels n'est pas une hiérarchie de qualité : les officiels ne sont pas nécessairement plus rigoureux que les deux autres. Certains labels du type *auto-déclarations* sont en effet parfois plus contraignants que les labels officiels.

- Les labels officiels

Les labels officiels ont pour caractéristique principale d'être initiés par des autorités telles qu'un ministère, la commission européenne et contrôlés par une tierce partie. On retrouvera parmi les écolabels officiels le Nordic Swan (label scandinave pour les produits écologiques), le Blauer Engel (label allemand pour les produits écologiques), NF Environnement (label français pour les produits écologiques), la feuille de l'agriculture biologique européenne, Agriculture Biologique en France (AB). Tous ces labels sont « multicritères couvrant l'ensemble du cycle de vie du produit, de l'extraction des ressources à l'élimination en fin de vie, en passant par la fabrication, la distribution et l'utilisation »²⁰. Ils sont tous conformes à la norme européenne nommée ISO 14024. Le label Natureplus n'est théoriquement pas un label officiel et pourtant leur est assimilé en fonction de ses critères.

¹⁸ « Les labels : outils de consommation durable ? », *Ecoconso.be*, Dossier n°112, 10 mars 2015
<http://www.ecoconso.be/fr/content/les-labels-outils-de-consommation-durable>

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ *Ibidem.*

Labels et/ou logos environnementaux²¹

Origine	Contrôle	Fiabilité	Type de produits
<i>Label officiel contrôlé (type 1) – Environnement/santé</i>			
 <p>Union européenne – Comité de l'Union européenne pour le label écologique (CUELE).</p>	<p>« Contrôle indépendant par les instances nationales compétentes des différents États membres. En Belgique, le secrétariat est situé au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. »</p>	<p>Label moyennement exigeant – largement disponible en grande surface, il constitue une bonne première approche</p>	<p>Produits d'entretiens, hygiène et cosmétiques, informatique et multimédia, papier, peintures et vernis, revêtement de sol, textile.</p>
 <p>Allemagne – Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de l'Environnement et de la Sécurité nucléaire.</p>	<p>Contrôle indépendant en fonction des produits par l'Environmental Label Jury, le Deutsches Institut für Gütesicherung und Kennzeichnung e.V. – RAL (Institut allemand pour la santé, la qualité et la labellisation).</p>	<p>Critères exigeants et fiables – disponible en grande surface de bricolages et magasins spécialisés.</p>	<p>Informatique et multimédia, papier, peintures et vernis, revêtement de sol.</p>



²¹ « Fiche-labels – Ecolabel européen », *Ecoconso.be*, 3 mars 2015 ; « Fiche-labels – Blauer engel », *Ecoconso.be*, 11 mars 2015 ; « Fiche-labels – Nordic Swan », *Ecoconso.be*, 3 mars 2015 ; « Fiche-labels – Label européen de l'agriculture biologique », *Ecoconso.be*, 10 mars 2015 ; « Fiche-labels – Natureplus », *Ecoconso.be*, 11 mars 2015 ; « Fiche-labels – Nature & Progrès », *Ecoconso.be*, 11 mars 2015 ; « Fiche-labels – Démeter », *Ecoconso.be*, 6 mars 2015 ; « Fiche-labels – Cosmebio », *Ecoconso.be*, 11 mars 2015 ; « Les labels sous la loupe, Guide de défrichage pour éco-consommateurs », *Ecoconso.be* ; « Logos ? labels ? pictogrammes ? Comment s'y retrouver ? », *Ecoconso*, *Du conseil à l'action*, <http://www.ecoconso.be>, consulté le 6 avril 2016 ; « Biogarantie, un pas d'avance », *Biogarantie.be*, <http://www.biogarantie.be/fr/node/66> ; Colruyt Group, <https://www.colruytgroup.be/fr/nos-activit%C3%A9s/nos-marques-propres/bio-time-boni-selection-bio> ; Delhaize, <https://fr.delhaize.be/nos-marques/action/la-marque-bio> ; « Les bons labels et les truands », *Eco-sapiens.com*, <http://www.eco-sapiens.com/labels-eco-consommation.php>.



la Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark et l'Islande – Label environnemental officiel des pays scandinaves.	Contrôle indépendant (laboratoires accrédités ou officiellement reconnus).	Critères très stricts et rigoureux qui garantissent un impact environnemental très faible.	Produits d'entretiens, papier, peintures et vernis, revêtement de sol.
--	--	--	--



Allemagne – Organisation basée en Allemagne qui œuvre pour le développement durable dans le secteur de la construction.	Contrôle indépendant par un institut de contrôle indépendant (accrédité par Natureplus).	Label strict et complet : le plus sévère sur le marché des matériaux de construction, notamment en termes de substances dangereuses exclues.	Matériaux de constructions (Peintures et vernis, revêtement de sol)
---	--	--	---

Label officiel contrôlé (type 1) – Agriculture biologique/environnement



Union européenne	Contrôle indépendant par une tierce partie.	Critères stricts et vérifiés mais label très technique éloigné de la philosophie du bio local.	Produits alimentaires
------------------	---	--	-----------------------



France	Contrôle indépendant par une tierce partie.	Critères s'alignant sur le label européen, il a perdu de sa qualité dans l'harmonisation européenne	Produits alimentaires et non-alimentaires.
--------	---	---	--

- **Les auto-déclarations environnementales**

Le deuxième type est constitué de labels attribués par allégation volontaire et non certifiés par une tierce partie. Dans cette catégorie, on retrouvera des labels privés collectifs parfois plus contraignants que les officiels (Nature et Progrès par exemple). Il en existe également des individuels comme bio-time de Colruyt, bio de Delhaize, Carrefour bio, etc. Au niveau des cosmétiques également, il existe un certain nombre de labels mettant chacun en avant des caractéristiques écologiques spécifiques (Nature et Progrès, Cosmébio, Demeter, etc.). Il est donc difficile pour le consommateur de faire un tri entre tous ces produits et de démêler le faux du vrai. C'est pourquoi, ces labels auto déclarés doivent se tenir à une norme européenne spécifique (norme européenne ISO 14021 : 1999).

Labels et/ou logos environnementaux

Origine	Contrôle	Fiabilité	Type de produits
<i>Label privé collectif contrôlé (type 2) – Agriculture biologique/environnement</i>			
 <p>Belgique – ASBL Biogarantie® (Associations professionnelles des agriculteurs et entreprises agro-alimentaires bio)</p>	<p>Contrôle indépendant par une tierce partie et respect du cahier de charge rédigé par l'asbl.</p>	<p>Critères s'alignant sur le label européen mais label belge plus exigeant : application de prix équitables, la conservation des ressources (eau, énergie, biodiversité), la minimisation du transport, des emballages et des déchets.</p>	<p>Produits alimentaires et non-alimentaires.</p>
 <p>Nature & Progrès France et Belgique.</p>	<p>Contrôle indépendant par les adhérents via les Commissions Mixtes d'Agrément et de Contrôle (COMAC).</p>	<p>Pionniers de l'agriculture biologique. Critères plus exigeants au niveau technique mais aussi philosophique (cf. circuit court) le label européen.</p>	<p>Produits alimentaires, hygiène et cosmétiques.</p>
 <p>Demeter International, et ses déclinaisons nationales (France, Belgique, Suisse, etc.)</p>	<p>Contrôle indépendant par la certification bio pour la partie bio et généralement aussi pour la partie biodynamie.</p>	<p>Respect des critères européens en termes de bio et philosophie de la biodynamie. Produit de qualité et respectueux des animaux et de la terre.</p>	<p>Produits alimentaires, hygiène et cosmétiques</p>
 <p>France – Cosmebio Association professionnelle française de cosmétique écologique et biologique.</p>	<p>Contrôle indépendant via qualité France et Ecocert.</p>	<p>Label de base pour les cosmétiques</p>	<p>Hygiène et cosmétiques</p>
<i>Label privé individuel contrôlé (type 2) – Agriculture biologique/environnement</i>			
 <p>Belgique – Colruyt Group</p>	<p>Produits déjà contrôlés et certifiés par le label qu'ils portent</p>	<p>Certifié à 100 % bio par le label européen.</p>	<p>Produits alimentaires</p>
 <p>Belgique – Delhaize</p>	<p>Produits déjà contrôlés et certifiés par le label qu'ils portent</p>	<p>Généralement certifié par le label biogarantie et de provenance locale.</p>	<p>Produits alimentaires et non-alimentaires</p>

- Les éco-profil



Exemple d'étiquette énergie
d'un lave-linge

Le troisième type, l'éco-profil, consiste à étiqueter un produit par rapport à ses impacts environnementaux. Il rassemble généralement des données quantitatives rassemblées dans un graphique avec des informations qualitatives complémentaires. Le consommateur lambda le rencontre peu car il est utilisé principalement dans la communication inter-entreprises. D'ailleurs, dans ce cadre, il est soumis à un contrôle très rigoureux selon la norme ISO 14025 : 2006. En plus de son public réduit, l'éco-profil est peu compréhensible pour le consommateur mis à part l'étiquette énergie qui est fortement utilisée pour les acheteurs publics afin de comparer différents produits écologiques.²²

2. Les certifications équitables et durables

Au niveau des certifications équitables, la plus courante est Fairtrade (Fairtrade Belgium anciennement Max Havelaar). Fairtrade Belgium dépend de la Fairtrade Labellings Organisations (FLO) international qui regroupe 19 initiatives Fairtrade (Fairtrade Max Havelaar, Transfair, etc.). Ces initiatives sont contrôlées par la FLO-cert, un organisme indépendant accrédité par les autorités allemandes.²³ Une partie des produits Oxfam Fairtrade sont eux aussi soumis au contrôle de la FLO-cert. Il existe également des filières équitables qui sont parfois plus rigoureuses que les certifications comme Éthiquable, Oxfam Fairtrade ou encore Artisan du Monde.

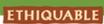
²² Ecoconso, Du conseil à l'action, « Les labels : outils de consommation durable ? », *op. cit.*

²³ Infolabel, guide des labels de la consommation durable, <http://www.infolabel.be/label/g%C3%A9n%C3%A9ral-max-havelaar>, Site internet consulté le 1^{er} avril 2016.

Équitable VS durable ?

Un produit sera qualifié de durable s'il s'inscrit dans la logique du développement durable c'est-à-dire un développement respectueux des générations futures. Un produit issu du commerce équitable est durable par définition car les filières équitables se trouvent dans cette logique. Un produit durable quant à lui n'est pas nécessairement équitable : il peut simplement provenir d'une filière locale et/ou biologique/écologique.

Logos²⁴ apposés sur des produits ÉQUITABLE (alimentaires ou non-alimentaires)

	Origine	Contrôle	Fiabilité
	<i>Label privé collectif</i>		
	Organisation Fairtrade International (FLO)	Contrôle indépendant par la FLO-Cert	Label le plus courant pour le commerce équitable mais sujet à de régulières critiques
	<i>Marques équitables labellisées</i>		
	France- Entreprise coopérative spécialisée dans le commerce équitable et le bio.	Contrôle des labels : FLO-Cert pour les produits labélisés Fairtrade et par un contrôle indépendant pour le label bio européen.	En plus de l'apposition des labels Fairtrade et d'agriculture biologique, Ethiquable garantit des exigences sociales et durables plus poussées.
	Oxfam Fair Trade (sprl)	Pour les produits dépendant Du FLO, FLO-cert ; pour les produits dépendant de WFTO, des adhérents à l'organisation.	Sa cohérence et son ancrage social en font un acteur fiable au niveau du commerce équitable
	Réseau de distribution associatif et militant de commerce équitable.	Pour les produits dépendant Du FLO, FLO-cert ; pour les produits dépendant de WFTO, des adhérents à l'organisation.	En plus de l'apposition des labels Fairtrade et d'agriculture biologique, Artisan du monde garantit des exigences sociales et durables plus poussées.

²⁴ Ethiquable, Fair trade, Fair taste, <http://www.ethiquable.be/fr>, consulté le 6 avril 2016 ; Artisans du monde, pour un commerce équitable, <http://www.artisansdumonde.org/index.php>, consulté le 6 avril 2016 ; Guide des labels de la consommation durable, <http://www.infolabel.be/>, consulté le 6 avril 2016 ; Oxfam fair trade, so fair, so good, <http://www.oxfam-fairtrade.be/fr>, consulté le 7 avril 2016.

On retrouve également des certifications de commerce durable tel que Rainforest alliance ou Utz certified. Ce ne sont pas des certifications équitables car malgré l'existence de critères sociaux, elles ne garantissent pas un prix minimum garanti aux petits producteurs : une exigence du commerce équitable²⁵. Chacun détient tout de même sa spécificité : Rainforest met en avant la sauvegarde de la biodiversité²⁶ tandis qu'UTZ²⁷ vise une approche agricole plus durable.

Logos de produits issus de la filière durable²⁸



Origine	Contrôle	Fiabilité	Type de produits
Rainforest alliance (ONG internationale)	Contrôle indépendant par la SAN (Sustainable Agriculture Network)	Critères environnementaux et sociaux valables mais à améliorer.	Produits alimentaires
L'organisation Utz certified	Contrôle indépendant par divers organismes accrédités par UTZ certified.	Critères environnementaux et sociaux valables mais à améliorer.	Thé, café, cacao et noisettes.

²⁵ R. RIVAIS, « Comment reconnaître le vrai *équitable* du faux », *Le Monde*, 10 mai 2010, http://www.lemonde.fr/vous/article/2010/05/10/comment-reconnaitre-le-vrai-equitable-du-faux_1349155_3238.html, article consulté le 4 avril 2016.

²⁶ Rainforest Alliance, <http://www.rainforest-alliance.org/fr>, consulté le 4 avril 2016.

²⁷ Utz, <https://www.utz.org/who-we-are/about-utz/>, consulté le 4 avril 2016.

²⁸ Guide des labels de la consommation durable, <http://www.infolabel.be/>, consulté le 6 avril 2016 ; Utz certified, better world, better farming, <https://www.utz.org/>, consulté le 6 avril 2016 ; Rainforest alliance, <http://www.rainforest-alliance.org/fr>, consulté le 6 avril 2016.

IV. L'ENVERS DU DÉCOR

Deux grandes critiques peuvent être apportées au marché du durable : d'une part au niveau d'un nouveau modèle équitable du FLO et d'autre part sur le phénomène du *greenwashing*.

1. Un commerce équitable à deux vitesses

Il est devenu commun de voir le logo Fairtrade sur nos produits : il nous garantit la valeur éthique du produit dans son entièreté. En effet, pour le consommateur, ce logo signifiait que tous les ingrédients possiblement équitables du produit l'étaient. Si on prend l'exemple d'une barre chocolatée composée de cacao, lait, sucre : le cacao et le sucre devaient être certifiés 100 % équitables. On était donc face à une certification d'un produit équitable.²⁹

Depuis 2014, un nouveau modèle est apparu chez Fairtrade International : le Fairtrade Sourcing Partnerships (FSP). Alors qu'auparavant tous les ingrédients possibles devaient être équitables, avec ce nouveau modèle un seul ingrédient suffit pour obtenir la certification. Sur l'exemple de notre barre chocolatée, seul le cacao ou le sucre devra l'être. Dans ce cas précis, il est beaucoup plus avantageux pour les fabricants d'apposer la certification équitable programme cacao alors que la quantité de cacao par rapport à celle de sucre est minimale. Cette certification spéciale fonctionne pour trois programmes : cacao, sucre et coton. Il s'agit donc ici d'une certification d'ingrédient.

« Ce logo signifiait que tous les ingrédients possiblement équitables du produit l'étaient. Avec ce nouveau modèle un seul ingrédient suffit pour obtenir la certification. »

²⁹ CTB Trade for development, « Les labels Fairtrade Max Havelaar se multiplient, les critiques aussi », <http://www.befair.be/fr/content/les-labels-fairtrade-max-havelaar-se-multiplient-les-critiques-aussi>, consulté le 1^{er} avril 2016.

Cette évolution peut paraître mineure, mais il impulse à plusieurs niveaux des changements profonds au sein de la logique du commerce équitable. La certification FSP représente en effet une opportunité pour séduire les multinationales et ainsi ouvrir le marché du commerce équitable. On se retrouve donc face à un commerce équitable à deux vitesses entre les produits complètement équitables et ceux dont une seule composante en possédera la certification.³⁰

D'un côté, l'objectif déclaré par Fairtrade International est de multiplier les ventes pour les petits producteurs car celles de sucre et de cacao équitables restaient assez basses comparées au marché des bananes et du café. De l'autre, cette nouvelle certification est surtout intéressante pour les producteurs de cacao qui vont voir leurs ventes s'envoler grâce à des marques tel que Mars ou Ferrero qui ont un objectif de 100 % de cacao équitables pour le futur. Et encore, ce système profitera certainement aux gros producteurs qui sont capables de fournir en quantité adéquate mais pas aux petits. Le problème du FSP se pose notamment et surtout pour le sucre dont le prix équitable n'est pas du tout compétitif pour les grandes firmes et qui risque ainsi de voir sa vente baissée.³¹

³⁰ Ethiquable, « Pourquoi vous ne verrez pas le nouveau label « FSP » de Max Havelaar sur les produits équitables », <http://www.ethiquable.coop/page-dactualites-mag/pourquoi-vous-ne-verrez-pas-nouveau-label-fsp-max-havelaar-sur-produits#.UwKIGxSDjqc.twitter>, consulté le 1^{er} avril.

³¹ « Pourquoi vous ne verrez pas le nouveau label « FSP » de Max Havelaar sur les produits équitables », *Ethiquable.coop*, 10 juin 2015, <http://www.ethiquable.coop/page-dactualites-mag/pourquoi-vous-ne-verrez-pas-nouveau-label-fsp-max-havelaar-sur-produits#.UwKIGxSDjqc.twitter>, article consulté le 1^{er} avril ; « Les récentes évolutions du label Fairtrade », *OxfamMagasinsduMonde.be*, 21 janvier 2014, <http://www.oxfammagasinsdumonde.be/2014/01/les-recentes-evolutions-du-label-fairtrade-1/#.Vv5PLzFJ3RY>, article consulté le 1^{er} avril ; S. POOS, « Les labels Fairtrade Max Havelaar se multiplient, les critiques aussi », *Befair.be* (CTB), <http://www.befair.be/fr/content/les-labels-fairtrade-max-havelaar-se-multiplient-les-critiques-aussi>, article consulté le 1^{er} avril 2016.

2. L'art de paraître écologique

Depuis les années 1990, le *greenwashing* ou *éco-blanchissement* fait rage parmi les publicités. Le principe est de jouer sur l'argument environnemental pour un produit qui, *a priori*, n'en respecte pas les normes pour le rendre plus vendeur. Le marketing du vert fonctionne par mimétisme par rapport aux produits réellement écologiques et durables : packaging vert, appellation *bio-friendly*, etc. C'est aux consommateurs d'être attentifs et notamment de faire attention aux labels et provenances des produits.

Prenons un exemple très connu. En 2015, Coca-Cola lançait son quatrième produit : le coca-cola life ! Il s'agit d'un coca dont la moitié du sucre a été remplacé par de l'extrait de stévia (plante d'Amérique du sud au grand pouvoir sucrant et peu calorique) et dont l'emballage est composé de plastique d'origine végétale (30 %) et de plastique recyclé.³² Le rouge habituel a été remplacé par un vert sapin. Ce coca veut de toute évidence inspirer la santé et être *éco-friendly* : malheureusement, il n'est pas beaucoup moins calorique que le coca *classique*. Est-ce que Coca-Cola veut vraiment devenir plus *sain* ou faisons-nous face à un bel exemple de *greenwashing* ?

“ Le principe est de jouer sur l'argument environnemental pour un produit qui, *a priori*, n'en respecte pas les normes pour le rendre plus vendeur. ”

³² « Coca-cola life : le tout nouveau, light et coca-cola bio », *Greenetvert.fr*, 9 septembre 2013, <http://www.greenetvert.fr/2013/09/09/coca-cola-life-le-tout-nouveau-light-et-coca-cola-bio/75769>, consulté le 7 avril 2016.

Trucs et astuces contre le greenwashing³³

« **Manque de précision.** Un produit ou un service peut faire vaguement allusion à l'écologie en utilisant des termes aussi généraux que « non polluant », « respectueux de la nature/planète/environnement » ou encore « vert », « durable », « écologique »...

L'arbre qui cache la forêt. Pour apprécier le véritable impact environnemental d'un produit, il faut regarder l'entièreté de son cycle de vie. Certains produits ont tendance à ne souligner qu'un seul aspect de ce cycle et en passent d'autres qui pourraient s'avérer plus toxiques sous silence [...]. Exemple : une chaîne de restauration rapide vend des hamburgers « bio ». Mais elle ne mentionne ni la provenance de la viande (et donc le coût écologique de son transport) ni la quantité de déchets que produisent les emballages de l'hamburger « bio ».

L'absence de preuve. Une démarche honnête voudrait que chaque élément « vert » mis en évidence puisse être prouvé et, encore mieux, garanti par un tiers indépendant. Il est difficile de faire confiance aux qualités d'un produit si on ne peut les vérifier.

L'affabulation. Là on approche de la publicité mensongère. Une publicité va faire référence à un label qui certifie son produit alors que ce label n'existe pas ou que l'entreprise en question en est la créatrice.

La non-pertinence. Un élément peut s'avérer être correct mais être inutile pour déterminer la vraie qualité du produit. Exemple : un produit va se vanter d'être sans CFC – utilisé dans les années 1980 dans l'industrie des nettoyants notamment – alors que le CFC est interdit en Europe depuis 1989.

Le moindre des deux maux. Certains slogans ou annonces qui peuvent être vrais détournent l'attention de la nature même du produit qui, elle, est particulièrement polluante. Exemple : des modèles de voitures sportives économes en carburant ou hybrides qui, par le fait même qu'on est face à un modèle sportif, polluent déjà plus que les modèles classiques.



³³ Pour une information complète sur le greenwashing consulter : N. BERGER, *Le greenwashing ou les noces improbables de la publicité et de l'environnement*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2014, <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/greenwashing>.



Les visuels trompeurs. Cela regroupe toutes les images, signes, logos qui peuvent faire penser à une qualité environnementale alors qu'il n'en est rien. Exemple : des fleurs qui sortent d'un pot d'échappement ou une enseigne de fast-food troquant son traditionnel logo rouge et jaune contre un jaune et vert bouteille plus tendance. »³⁴

³⁴ Y. COLLARD, « *Greenwashing*, comment détecter le faux vert ? », *Média Animation*, décembre 2012, <http://www.media-animation.be/Greenwashing-comment-detecter-le.html>, consulté le 28 janvier 2014, cité par N. BERGER, *Le greenwashing ou les noces improbables de la publicité et de l'environnement*, op. cit.

CONCLUSION

Bien plus qu'une simple mode, la consommation durable est un réel coup de pouce pour une planète plus verte. Un public toujours plus important commence à être intéressé par ce mode de consommation. Considéré comme un marché lucratif, le marché du durable est rempli de pièges dans lesquels le consommateur averti ne tombera pas grâce à son guide de labels et certifications. Un paquet vert et une appellation de type bio ne veulent en effet pas nécessairement dire que le produit est bon pour l'environnement : attention au piège du marketing vert alias *greenwashing* !

La consommation durable permet également de construire de nouveaux liens. Les alternatives locales telles que les potagers collectifs ou les circuits courts permettent aux individus de partager des instants avec des voisins parfois inconnus ou l'agriculteur du coin auquel on n'avait jamais parlé !

Le plus grand allié de la consommation durable, c'est la réflexion ! Une consommation plus durable est avant tout une consommation plus raisonnée.

POUR ALLER PLUS LOIN :

- BISAILLON V., GENDRONT C., TURCOTTE M.-F., « Commerce équitable comme vecteur de développement durable ? », *Nouvelles pratiques sociales*, XVIII, 1, 2005, p. 73-89.
- BOY L., « Les programmes d'étiquetage écologique en Europe », *Revue européenne de Droit de l'Environnement*, X, 2, 2006, p. 127-143.
- *Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Notre avenir à tous*, Cap-Saint-Ignace : Éditions du Fleuve, 1988.
- GALLAIS V., « Du marketing à la consommation responsable », *Écologie & politique*, 39, 2010/1, p. 39-54.
- Latouche S., « L'imposture du développement durable ou les habits neufs du développement », *Mondes en développement*, 121, 2003/1, p. 23-30.
- MARÉCHAL J.-P., « Le développement durable : où en sommes-nous ? », *Géoéconomie*, 44, 2008, p. 5-9.
- MARESCA B., DUJIN A., « 'Les enjeux de la consommation durable.' Compte rendu de conférence (Paris, 15-16 janvier 2009) », *Natures Sciences Sociétés*, XVIII, 1, 2010, p. 51-53.

Auteure : Anne-Catherine Remacle

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'environnement et le développement durable sont devenus des préoccupations centrales dans notre société actuelle. L'impression générale semble être que les décisions de changement sur ces sujets sont l'apanage de nos dirigeants.

Toutefois, chacun à son niveau peut contribuer à une planète plus verte. En effet, un petit geste pour la planète est de rendre sa consommation plus durable et donc plus respectueuse des générations futures.

Consommer durable, c'est se tourner vers des produits locaux, écologiques/biologiques et/ou équitables. Il n'est pas toujours aisé de savoir vers quels produits se tourner entre les manipulations marketing, greenwashing, et les différents types de labels/certifications. C'est pourquoi cet article propose un petit guide parmi les labels et les certifications. De plus, il apportera un regard critique sur les déviations de certaines certifications équitables et les abus du marketing écologique.



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

T : **02/238 01 27** | M : **info@cpcp.be**